

Intervention en Syrie : un débat parlementaire affligeant



Par la voix de Manuel Valls, le gouvernement a affirmé ne pas avoir changé de stratégie au Moyen-Orient.

Avec Fabrice Balanche
Avec Roland Lombardi

Atlantico : Le débat parlementaire sur la question d'une intervention militaire de la part de la France a eu lieu mardi 15 septembre. Les points soulevés ont-ils été selon vous à la hauteur ?

Fabrice Balanche : Plusieurs interventions étaient des plus réalistes, en particulier celle du groupe UDI. C'est la reconnaissance que la France ne peut plus décider d'une intervention seule, en dehors de notre pré carré africain, mais surtout que nous sommes désemparés devant le drame qui se joue en Syrie et que nous avons contribué à provoquer par des analyses erronées au début de la crise, souvenez-vous : « Bachar el Assad va tomber dans quelques semaines », « Les Russes et les Iraniens vont lâcher le régime syrien », « La Syrie ne sera pas l'Irak ou l'Afghanistan », etc. Une révolution laïque et démocratique devait triompher en Syrie. Certains regrettent notre absence d'intervention en septembre 2013 après les attaques chimiques dans la banlieue de Damas, car cela aurait permis aux « forces modérées » de remplacer Bachar el Assad et par conséquent d'empêcher la montée de Daesh. Ceux qui défendent ces thèses réécrivent tout simplement l'Histoire pour se dédouaner. L'exercice pour l'exécutif est beaucoup plus difficile que lors du débat parlementaire de septembre 2013 sur l'intervention en Syrie. Désormais la France est touchée de plein fouet par les conséquences de la crise syrienne : le terrorisme et la vague de réfugiés. Il doit donc donner l'impression qu'il sait où il va au Moyen-Orient, tout en conservant un langage politiquement correct vis-à-vis du droit de l'homme ambiant.

La situation au Moyen-Orient est très compliquée et difficile à expliquer aux profanes. Le fonctionnement très communautaire des sociétés moyen-orientales remet en question notre modèle de société français. Nous persistons à analyser les sociétés moyen-orientales en termes de classes sociales, sans référent au facteur religieux et comme désireuses d'un vivre ensemble à la française. Daesh est dans ce cadre considéré comme un simple mouvement terroriste qu'on peut éliminer par quelques frappes aériennes. On néglige le fait que Daesh s'appuie sur une base sociale conséquente : les Arabes sunnites frustrés par la construction nationale chiite à Baghdad et la construction nationale kurde en Syrie et en Irak. Nous parlons d'intervention conjointe avec les Iraniens, les Saoudiens et les Turcs, mais ces pays ont des buts divergents à l'égard de Daesh. Ce n'est plus un secret que de dire que Daesh est l'allié stratégique des Turcs contre les Kurdes et des Saoudiens contre les alliés de l'Iran. Cela impliquerait de notre part un changement d'alliance complet au profit de l'Iran pour être efficace contre Daesh, ce qui n'est pas concevable. Quant à nos alliés américains, ils ne feront rien au Moyen-Orient, qui plus est en période pré électorale.

Roland Lombardi : En résumé, le premier ministre a évoqué, devant les parlementaires, les futures et probables interventions aériennes des forces françaises en Syrie. Il a clairement assuré que la France choisirait « seule » les « objectifs à frapper » et qu'il était « hors de question » que ces frappes contribuent à aider le régime de Damas. L'envoi de troupes au sol a aussi été écarté. Bien sûr, il y a encore des incohérences et des inconstances dans cette nouvelle initiative du gouvernement français. Notons juste au passage, que les frappes françaises en Irak représentent seulement 2 % des frappes de la coalition emmenée par les Etats-Unis depuis août 2014. En Syrie, elles n'apporteront sûrement pas de changements notables...

Ce fut en réalité des « débats de façade », beaucoup y allant de sa solution... Mais il est dommage que le fond du problème, à savoir une refonte de notre position en Syrie, basée enfin sur la *realpolitik*, ne soit pas l'objet d'un consensus national. Historien, j'ai souvent dénoncé le régime syrien des Assad, notamment pour ses actions passées au Liban et contre les intérêts français. Mais l'analyste que je suis aussi, doit faire preuve de froideur et de pragmatisme, comme les hommes d'Etat d'ailleurs... Ainsi, depuis des mois, voire depuis quatre ans, je préconise, notamment pour combattre l'Etat islamique et régler le problème de nos djihadistes français, de revoir notre position envers le régime de Damas et d'associer la Russie et l'Iran pour toutes solutions diplomatiques et militaires en Syrie comme en Irak. Heureusement, les lignes ont évolué positivement et nombre d'élus ont interpellé le gouvernement sur ces sujets de fond garant d'une réelle efficacité.

Par la voix de Manuel Valls, le gouvernement a affirmé ne pas avoir changé de stratégie au Moyen-Orient. De même, le Premier ministre a tenu à se convaincre son auditoire du fait que des frappes à l'encontre de l'Etat islamique ne constituerait pas une aide pour Bachar el Assad. Quelles autres incohérences avez-vous pu soulever ?

Fabrice Balanche : Pourquoi dans ce cas avoir prétendu pendant un an que la France ne bombarderait pas Daesh en Syrie parce que cela favoriserait Bachar el Assad. Pour changer de stratégie encore faudrait-il disposer d'une stratégie claire. Si le fait de vouloir le départ à tout prix de Bachar el Assad est la clé de voute d'une stratégie, effectivement la France change de stratégie en s'accommodant désormais d'un dictateur qui assure dans la partie ouest de la Syrie une certaine sécurité contre Daesh et son frère ennemi le Front Al Nosra, la branche officielle d'Al Qaïda en Syrie. Le Premier ministre a d'ailleurs négligé de dire que frapper Daesh allait renforcer Al Nosra, en position de faiblesse contre Daesh dans la région d'Alep.

Roland Lombardi : Il est tout de même frappant de constater que les perceptions françaises, depuis bientôt cinq ans, au sujet du « Printemps arabe » en général et de la guerre en Syrie en particulier, se sont révélées totalement erronées. Et ici pour le coup, oui, c'est une constance ! La raison en est que dans les différentes politiques étrangères de la France, et ce depuis des décennies, la *realpolitik* a été écartée au profit d'une diplomatie économique doublée d'une diplomatie de l'émotionnel. L'exemple de la Syrie en est un exemple édifiant. Revenons un peu dans le passé : dès le début des événements en 2011, les relations diplomatiques entre Paris et Damas ont été rompues sans ménagement. Les responsables français de droite comme de gauche ne faisant que suivre les conseils d'islamologues ou d'« éminents spécialistes » (du moins présentés comme tels) français, relayés par les médias, qui annonçaient alors « la chute prochaine » du régime syrien tous les quinze jours ! Malheureusement, n'a-t-on pas encore entendu de la bouche de certains responsables français les sempiternelles sornettes, que leur soufflent toujours aux oreilles les derniers utopiques du printemps arabe et les défenseurs d'une « opposition laïque syrienne » (qui n'existe plus), à savoir que « l'EI est l'enfant terrible de Bachar Al-Assad » et que « pour venir à bout de *Daesh*, il faut faire tomber Assad » ! Notons au passage que certains discours officiels anti-Assad ont pu d'ailleurs susciter indirectement le départ de milliers de Français partis combattre dans les rangs djihadistes...

Puis, pour aider à faire tomber le « boucher de Damas » (diplomatie de l'émotionnel) et pour faire plaisir à nos partenaires commerciaux comme l'Arabie saoudite et le Qatar (diplomatie économique), il y a eu de la part de la France un soutien et l'envoi d'armes aux « rebelles laïcs », vite suspendus lorsque ces derniers, minoritaires, ont été supplantés par les miliciens islamistes... Rappelons aussi le camouflé de la diplomatie française en septembre 2013, lorsque la France accusait le régime d'utiliser des armes chimiques contre son peuple... Aujourd'hui, la France s'apprête donc à revenir sur sa décision de l'été 2014 à savoir de ne frapper l'EI qu'en Irak et non en Syrie pour « ne pas contribuer à renforcer le régime syrien ».

Alors oui, en quelque sorte le Premier ministre a raison puisque c'est la même « stratégie de gribouille » depuis des années ! Mais plus sérieusement, comme on l'a vu et à l'inverse de la politique russe dans la région qui a été cohérente, claire et constante depuis ces dernières années, la politique diplomatique de la France, notamment en Syrie, aurait donc plutôt besoin d'une véritable révolution copernicienne.

Le fait qu'il n'y ait pas eu de vote à l'issue de ce débat peut faire penser à une opération de communication...

Fabrice Balanche : Depuis la conférence de presse du Président de la République, le 7 septembre dernier, l'exécutif est en pleine opération de communication sur le dossier syrien, c'est un préalable à l'alignement de la France sur la politique plus réaliste des Etats Unis et sans doute une marginalisation de l'actuel Ministre des Affaires Etrangères. Car le bilan de la politique de Laurent Fabius à l'égard de la Syrie est lourd. Il a été tellement jusqu'au-boutiste contre le Président Bachar el Assad, intransigeant à l'égard de l'Iran et sourd aux mises en garde des services de renseignements sur le risque terroriste, que le Premier Ministre et le Président de la République doivent prendre le dossier en main, tandis que Laurent Fabius après avoir voulu sécuriser le Proche-Orient se charge de sauver la planète du réchauffement climatique.

Roland Lombardi : D'abord, rappelons que ce débat n'a pas été suivi d'un vote car le président de la République est le chef des armées et c'est lui seul qui décide d'engager les forces militaires françaises, en vertu de l'article 35 de la Constitution. La seule

obligation du chef de l'Etat est d'informer les parlementaires sur une éventuelle intervention armée dans les trois jours qui suivent sa prise de décision. Et même si la réforme sur cette question de la Constitution en 2008 a bien introduit un vote des parlementaires, celui-ci ne concernerait que la prolongation d'opérations extérieures supérieure à 4 mois et non leur déclenchement.

Alors oui, on est en droit de penser que ce débat ne fut qu'une vaste opération de communication, solennelle et grandiloquente, afin de démontrer à l'opinion publique française que face à la crise sans précédent des réfugiés, arrivant par milliers en Europe, et face à la menace terroriste grandissante, nos dirigeants agissent. Reste à savoir combien de temps, s'ils veulent vraiment œuvrer pour les intérêts et la sécurité des Français et pour que la France soit de nouveau écoutée, les responsables français pourront se contenter d'« agir » ou plutôt de réagir au coup par coup, sans véritable stratégie à long terme, ambitieuse, claire et cohérente, tout en restant arc-boutés sur une diplomatie où prévalent l'économique et l'émotionnel ?